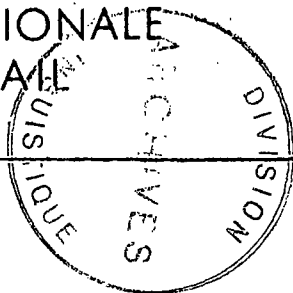




30 octobre 1951

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



PREMIER RAPPORT SUR

L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL DU TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

TABLE DES MATIERES

Chapitres

Paragraphes

I.	Institution du Comité et organisation de sa première session	1 - 8
II.	Ordre du jour	9
III.	Examen du mandat du Comité	10 - 14
IV.	Examen des méthodes de travail du Comité	15 - 28
V.	Sessions ultérieures du Comité	29 - 32
VI.	Adoption du premier rapport sur l'état des travaux du Comité	33

Annexe :

Projet de résolution à l'intention du Conseil économique et social

PREMIER RAPPORT SUR
L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL DU TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

CHAPITRE I

Institution du Comité spécial et organisation de sa première session

1. Le Comité spécial du travail forcé, institué conjointement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du travail en vertu de la résolution 350 (XII) du Conseil économique et social, a tenu sa première session, du 8 au 27 octobre 1951, au Palais des Nations, à Genève.
2. M. Paal Berg, Sir Ramaswami Mudaliar et M. F.F. Palavicini ont été désignés comme membres du Comité.
3. La session a été ouverte par M. S. Lall, Secrétaire général adjoint, représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et par M. R. Rao, Directeur adjoint, représentant le Directeur général du Bureau international du Travail.
4. A la première séance du Comité, Sir Ramaswami Mudaliar a été élu président. Le Comité a décidé que le président exercerait également les fonctions de rapporteur.
5. Le Comité avait pour secrétaire M. A. Salkin et pour conseiller technique M. H. Zwahlen.
6. Les organisations non gouvernementales suivantes, jouissant du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail, se sont fait représenter aux séances publiques du Comité :

Catégorie A : Confédération internationale des syndicats libres :

Mlle Toni Sender

Catégorie B et Registre : Fédération internationale des journalistes libres :

Mlle de Szkula

7. Au cours de sa deuxième séance, tenue à huis clos, le Comité a décidé de se réunir, en règle générale, à huis clos.

8. En raison du caractère spécial de la tâche confiée au Comité, les membres de celui-ci ont décidé de tenir un certain nombre de discussions officieuses avant de prendre des décisions officielles. Toutes les décisions officielles ont été prises au cours de séances tenues régulièrement par le Comité en tant qu'organe constitué. Le Comité a tenu sept séances, dont quatre à huis clos. Il a publié un communiqué renseignant sur les décisions prises à huis clos au sujet de son mandat (Communiqué de presse ECOSOC/521). Les comptes rendus analytiques des séances figurent dans les documents E/AC.36/SR.1 - 7, mais seuls les comptes rendus des séances publiques ont fait l'objet d'une distribution générale.

CHAPITRE II

Adoption de l'ordre du jour

9. A sa première séance, le Comité a examiné et adopté l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général (E/AC.36/1) et qui se présentait comme suit:

1. Ouverture de la session;
2. Election des membres du bureau;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Examen du mandat et des méthodes de travail du Comité;
5. Etude de la question du travail forcé;
6. Rapport du Comité;

CHAPITRE III

Examen du mandat du Comité

10. Le Comité a estimé qu'il devait éviter autant que possible que ses travaux n'empiètent sur ceux d'autres organismes s'occupant de questions analogues à celle du travail forcé, tels que le Comité spécial de l'esclavage du Conseil économique et social et la Commission d'experts pour le travail des aborigènes de l'Organisation internationale du Travail.

11. Le Comité a interprété son mandat (résolution 350 (XII) du Conseil économique et social) en ce sens qu'il comprend une enquête et ensuite une étude des systèmes de travail forcé. D'après les allégations faites, ces systèmes peuvent être de deux sortes. La première forme est celle du travail forcé correctif, c'est-à-dire du travail forcé destiné à redresser les opinions politiques des personnes qui n'acceptent pas l'idéologie du gouvernement au pouvoir, ces personnes étant envoyées pour un temps plus ou moins long dans des camps de détention où les autorités s'efforcent de redresser leurs opinions politiques tout en les soumettant à un travail obligatoire. L'autre forme de travail forcé est celle qui consiste à faire travailler certains individus contre leur gré aux fins de réaliser des plans économiques de l'Etat, ce travail étant de nature telle qu'il contribue dans une large mesure à l'exécution des plans en question. Dans les deux cas, le travail forcé est imposé soit en application de la loi, soit en vertu des mesures administratives prises par le gouvernement.

12. En conséquence, le Comité se doit d'examiner, pour tous les pays, les lois et règlements qui se rapportent aux formes existantes de travail forcé. Le Comité devrait aussi examiner les pratiques administratives en rapport avec le travail forcé, que celui-ci ait son fondement dans la loi ou dans les prescriptions administratives.

13. Le Comité est en outre arrivé à la conclusion que, bien qu'il puisse prendre comme base la définition du travail forcé contenue dans la convention N° 29 de l'Organisation internationale du Travail, toute la perspective dans laquelle cette convention a été élaborée s'est depuis lors modifiée et que, de ce fait, le Comité ne pourra adopter une définition qu'après l'étude d'une partie au moins de la documentation soumise à son examen. Cette définition ne sera possible qu'au moment

où le Comité approchera du terme de ses travaux. En attendant, il doit s'en tenir à la notion de travail forcé que l'on peut déduire des termes de son mandat.

14. Le Comité entend accomplir sa tâche, dans les limites de son mandat, sans préjugé d'aucune sorte, en toute impartialité et objectivité, sur un plan universel, en ayant uniquement en vue la défense des droits de l'homme et l'amélioration de la condition des travailleurs.

CHAPITRE IV

Examen des méthodes de travail du Comité

Règlement intérieur et dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales.

15. Le Comité a estimé que, du fait qu'il relevait de la juridiction du Conseil économique et social et de celle de l'Organisation internationale du Travail, il n'était pas lié par le règlement de l'un ou de l'autre de ces organismes, d'où l'opportunité pour lui d'établir son propre règlement en se fondant sur ceux du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Il a adopté à ce sujet la résolution suivante :

I.

Le Comité spécial du travail forcé,

Considérant qu'il a été créé à la fois par le Conseil économique et social et par l'Organisation internationale du Travail, et que comme tel, ainsi qu'en raison de son mandat et des discussions préparatoires qui ont eu lieu au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail, il jouit d'un statut indépendant qui le dispense d'observer aussi bien le règlement intérieur du Conseil économique et social que celui du Conseil d'administration du Bureau international du Travail,

Considérant, par conséquent, qu'il devrait élaborer lui-même son règlement intérieur,

Constatant que le règlement du Conseil d'administration du Bureau international ne saurait être adopté dans son ensemble, tandis que le règlement intérieur et certaines résolutions du Conseil économique et social contiennent des dispositions qui devraient être observées aussi strictement que possible, afin d'assurer la bonne marche des travaux du Comité,

Décide :

1. D'adopter comme règlement intérieur, applicable au Comité, les dispositions des articles 25, 35, 39, 43 (telles qu'elles ont été amendées par les résolutions 138 (VI) et 176 (VII) du Conseil économique et social), 44 et 79;

2. De ne pas appliquer les arrangements prévus, pour les commissions du Conseil économique et social, au sujet de la consultation des organisations non gouvernementales, mais bien, en vertu du droit accordé aux comités spéciaux au 32ème paragraphe de la résolution 288 (X), de les remplacer, au besoin, par des règles spéciales.

3. De ne pas tenir compte des dispositions de la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, telle qu'elle a été amendée par la résolution 275 (X) concernant les communications relatives aux droits de l'homme en liaison avec le travail forcé ou le travail de "redressement correctif", ces dispositions étant applicables aux communications reçues ou qui seront reçues après le 19 mars 1951; il est cependant entendu que le Comité prendra toutes mesures utiles pour empêcher la divulgation de l'identité de l'auteur de toute communication de ce genre, sauf dans les cas où l'auteur déclare qu'il a déjà divulgué ou a l'intention de divulguer son nom ou qu'il ne s'oppose pas à la divulgation de son nom.

16. Le Comité a constaté que la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, telle qu'elle a été amendée par la résolution 275 (X), fixait une procédure pour l'examen des communications se rapportant aux droits de l'homme. Il a estimé que certaines de ces communications pouvaient concerner le travail forcé et présenter par conséquent un intérêt pour lui. Aussi a-t-il décidé de demander qu'on lui soumette toutes les communications relatives au travail forcé qui ont été reçues après le 19 mars 1951, date à laquelle le Conseil économique et social a adopté la résolution 350 (XII), ces communications devant être examinées conformément à la procédure fixée par la résolution 75 (V), telle qu'elle a été amendée.

17. En ce qui concerne les communications relatives au travail forcé qui seront adressées directement au Comité, à son président, à l'un de ses membres, à son secrétaire ou à son conseiller technique, le Comité déterminera de temps en temps les documents qui doivent être transmis au Secrétaire général et à quel stade des travaux ils devront lui être soumis pour qu'il puisse alors agir en vertu de la résolution 75 (V), ou en vertu d'autres procédures appropriées. Le Comité a toutefois décidé qu'il observerait strictement les dispositions de ces résolutions qui ont trait à la divulgation de l'identité des auteurs des communications.

18. En ce qui concerne les dispositions à prendre quant à la consultation des organisations non gouvernementales jouissant de statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail, le Comité a décidé, conformément au paragraphe 32 de la résolution 288 (X) du Conseil économique et social, d'adopter sa propre procédure, en raison de la nature assez spéciale de la tâche qui lui incombe.

19. Le Comité a proposé d'inviter toutes les organisations non gouvernementales en question à témoigner devant lui, ainsi qu'à lui soumettre la documentation et les informations relevant de son mandat, tel qu'il l'a interprété. Il entendra des représentants d'organisations non gouvernementales en vue d'apprécier et de

vérifier l'authenticité de la documentation soumise. Les représentants des organisations non gouvernementales devront donc être questionnés et peut-être soumis à un contre-interrogatoire au sujet de cette documentation, C'est là que réside la différence entre la procédure envisagée par le Comité et celle que le Conseil économique et social a fixée dans sa résolution 288 (X).

20. Le Comité a adopté, sur ce point, la résolution suivante:

II.

Considérant qu'il est dans l'intérêt de ses travaux d'entendre et de questionner certaines organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif auprès du Conseil économique ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail et, le cas échéant, de prendre connaissance de la documentation et des informations dont ces organisations pourraient disposer;

Considérant, toutefois, que l'audition et l'interrogatoire de ces organisations ainsi que la communication de la documentation et des informations doivent être strictement limités aux objets que le Comité a retenus en déterminant le champ de son étude;

Rappelant la décision prise par le Comité conformément au paragraphe 32 de la résolution 288 (X) du Conseil économique et social de ne pas appliquer les dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales telles qu'elles ont été approuvées pour les Commissions du Conseil, mais de les remplacer au besoin par des règles spéciales;

Considérant enfin qu'il est nécessaire de prendre certaines dispositions particulières en vue d'organiser les consultations visées par la présente résolution et de laisser au Comité le pouvoir discrétionnaire de décider, en s'appuyant sur les exposés reçus en temps utile, quelles sont, en dernière analyse, les organisations non gouvernementales qui paraissent être en mesure de fournir au Comité les informations que celui-ci estime utiles à la bonne marche de ses travaux.

Vu ce qui précède, le Comité spécial du travail forcé :

1. Prie le secrétaire du Comité d'adresser, au nom du Comité, avant le 1er janvier 1952, une lettre à toutes les organisations non gouvernementales des catégories A et B et inscrites sur le Registre qui jouissent du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou qui jouissent d'un statut identique auprès de l'Organisation internationale du travail. Dans cette lettre, le secrétaire :

- (a) rappellera la résolution 350 (XII) du Conseil économique et social;
- (b) mentionnera comment le Comité a interprété son mandat tel qu'il est formulé dans la résolution précitée;
- (c) invitera les organisations non gouvernementales à faire savoir au Comité si elles souhaitent être entendues et interrogées par le Comité au cours de sa seconde session et, le cas échéant, communiquer au Comité la documentation et les informations dont elles pourraient disposer et qui seraient en rapport avec le mandat du Comité tel qu'interprété par lui;
- (d) précisera que les réponses affirmatives des organisations non gouvernementales ne seront prises en considération par le Comité que si elles parviennent au secrétaire du Comité avant le 31 mars 1952 au plus tard et que si elles contiennent un mémoire ne dépassant pas 1.000 mots dans lequel l'organisation non gouvernementale exposera spécifiquement les points sur lesquels elle désire être entendue et interrogée, tout en indiquant la nature précise de la documentation et des informations qu'elle se propose de soumettre au Comité; ces mémoires seront remis en trois exemplaires au moins, et si possible en cinq exemplaires, dans l'une des deux langues de travail, leur distribution étant limitée aux membres du Comité;
- (e) attirera l'attention des organisations non gouvernementales sur le fait que le Comité décidera discrétionnairement, en s'inspirant essentiellement du contenu des mémoires présentés, quelles sont les organisations qui seront invitées à envoyer des représentants à la deuxième session du Comité pour y être entendus et interrogés ou à communiquer au Comité la documentation ou les informations dont elles pourraient disposer;

f) attirera également l'attention des organisations non gouvernementales sur le fait qu'elles seront prévenues, dans le plus bref délai possible, de la date et du lieu fixés par le Comité pour l'audition et l'interrogatoire des représentants ou pour la communication de la documentation ou des informations, ainsi que sur le fait que le Comité se réserve de limiter le temps consacré à l'audition et à l'interrogatoire des représentants, comme aussi d'opérer un choix parmi les documents ou les informations éventuellement communiquées;

2. Délègue expressément au président du Comité le pouvoir d'examiner les réponses et les mémoires envoyés par les organisations non gouvernementales et de décider quelles sont, parmi ces organisations, celles qui seront invitées à envoyer des représentants au cours de la deuxième session du Comité pour y être entendus et interrogés, ou à communiquer au Comité la documentation et les informations dont elles pourraient disposer;

3. Prie le président et le secrétaire du Comité de demeurer en contact étroit afin d'assurer une exécution efficace de la présente résolution.

21. Le Comité a estimé qu'en plus des organisations non gouvernementales susmentionnées, d'autres organisations et des particuliers devraient avoir la possibilité de transmettre au Comité les documents éventuellement en leur possession, ainsi que de lui demander à être entendus et questionnés. Il va cependant de soi que de telles informations devront entrer dans le cadre du mandat du Comité, tel qu'il l'a interprété, et qu'elles seront soumises aux conditions fixées dans la résolution II précitée, en particulier aux dispositions des lettres d), e) et f) du paragraphe 1.

Envoi d'un questionnaire aux gouvernements

22. Le Comité a admis qu'il devait en premier lieu rassembler des textes légaux et rechercher les lois et règlements en rapport avec le travail forcé qui sont en vigueur. Il a constaté que certains gouvernements ont soumis des textes, se rapportant à leur législation sur le travail forcé, dans leur réponse à la lettre que le Secrétaire général avait envoyée aux gouvernements en vertu des résolutions 195 (VIII) et 237 (IX) du Conseil économique et social, pour leur demander s'ils étaient prêts à collaborer à une enquête impartiale sur l'ampleur du travail

forcé dans les territoires soumis à leur administration. Le Comité a toutefois pensé que les informations fournies à cette occasion risquaient de ne plus correspondre à la réalité et que de nouvelles lois pouvaient avoir été promulguées depuis.

23. Le Comité a également admis qu'il lui sera particulièrement difficile d'étudier les pratiques administratives selon lesquelles divers textes législatifs ou réglementaires étaient appliqués. Il a estimé que les gouvernements eux-mêmes constituaient la première source d'information, aussi bien pour les textes législatifs que pour les pratiques administratives. C'est pourquoi il a rédigé et adopté la résolution et le questionnaire suivants, ce dernier devant être adressé à tous les gouvernements membres ou non de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation internationale du Travail :

III.

Considérant qu'il est dans l'intérêt de l'étude que le Comité a entreprise, de rassembler les textes législatifs et réglementaires se rapportant aux systèmes de travail forcé ou de redressement correctif, tels qu'il les a envisagés dans son interprétation du mandat que lui attribue la résolution 350 (XII) du Conseil économique et social; qu'il est d'un égal intérêt de recueillir le plus d'informations possibles sur la manière dont ces textes sont appliqués par voie judiciaire ou administrative; que l'une des méthodes les plus appropriées pour rassembler les textes et les informations susmentionnés est d'en solliciter la communication, avec tous commentaires et informations utiles, par les gouvernements,

Le Comité spécial du travail forcé

Adopte le questionnaire annexé à la présente résolution et

Décide de prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail de vouloir bien transmettre, au nom du Comité, à tous les gouvernements, membres ou non membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation internationale du Travail, le questionnaire annexé à la présente résolution en leur demandant de répondre dans le plus bref délai possible et au plus tard pour le 1er avril 1952, et par conséquent :

a) de prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'adresser, en son nom et en celui du Directeur général du Bureau international du Travail, ledit questionnaire à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats qui ne sont membres ni de l'Organisation des Nations Unies ni de l'Organisation internationale du Travail;

b) de prier le Directeur général du Bureau international du Travail d'adresser le questionnaire aux Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais qui sont membres de l'Organisation internationale du Travail.

QUESTIONNAIRE

D'entente avec le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté le 19 mars 1951, à sa Douzième Session, une résolution 350 (XII) instituant un Comité spécial du travail forcé à désigner d'un commun accord par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail.

Au cours de sa Première Session tenue à Genève du 8 au 27 octobre 1951, le Comité nommé conformément à la résolution qui précède a interprété son mandat de la manière suivante :

[Voir chapitre III, paragraphes 11 - 14]

Le Comité a estimé qu'une de ses premières tâches consistait à étudier tous les textes législatifs ou réglementaires, comme aussi les simples pratiques administratives qui permettent aux autorités judiciaires ou administratives de contraindre des individus à un certain travail, soit à des fins économiques, soit à des fins correctives ou éducatives, pour protéger l'ordre politique établi, que ce travail doive s'accomplir dans des camps, dans des maisons d'internement, dans des entreprises publiques ou privées, dans des colonies de travail ou dans la propre entreprise de l'assujetti.

Le présent questionnaire, envoyé à tous les Etats Membres ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail, vise à recueillir à l'intention du Comité spécial du travail forcé des renseignements officiels à ce sujet. Les gouvernements voudront bien y répondre à la fois pour leurs territoires métropolitains, les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, pour le pouvoir central et pour les pouvoirs publics régionaux ou locaux.

1. Travail punitif, éducatif ou de redressement correctif

Votre législation pénale ou administrative, ou vos réglementations ou simples pratiques administratives permettent-elles :

- a) d'obliger à un certain travail des personnes condamnées du chef d'infractions contre l'ordre constitutionnel ou politique établi ?
- b) de détenir en prison ou dans des camps, ou de restreindre d'une autre manière dans leur liberté de mouvement en les obligeant à un travail éducatif ou de réformation des personnes dont il n'est pas allégué qu'elles ont commis des infractions ?

Si oui,

- a) Quel est le texte de ces lois ou réglementations ?
- b) Par quelles autorités judiciaires ou administratives et selon quelle procédure sont-elles appliquées ?
- c) Comment sont-elles interprétées par ces autorités ?
- d) Quel a été, pour chacune des années 1948 à 1950, le nombre de personnes astreintes à un travail obligatoire en vertu de ces lois ou réglementations ?
- e) Quel est le régime de ce travail (durée du travail, rétribution, conditions de logement, d'entretien et d'hygiène) ?

II. Autres cas de contrainte au travail

Votre législation ou vos réglementations ou simples pratiques administratives prévoient-elles d'autres cas de contrainte directe ou indirecte au travail sur l'intervention du gouvernement ou des autorités publiques, plus particulièrement :

- a) un service obligatoire de travail, temporaire ou permanent, général ou limité à certaines catégories d'individus, pour l'accomplissement de travaux quelconques soit dans des entreprises étatisées ou contrôlées directement ou indirectement par les pouvoirs publics,

soit dans des entreprises privées, plus spécifiquement encore pour l'accomplissement de tous travaux permettant l'exécution de plans d'ensemble établis par le gouvernement ou les autorités publiques et ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou d'intérêt public, l'exploitation ou la production de biens ou de richesses quelconques?

b) des restrictions à la liberté d'établissement ou de circulation appliquées de telle façon et dans de telles conditions qu'il en résulte l'obligation de travailler dans une région déterminée.

c) des limitations à la liberté des travailleurs quant au choix du lieu et de l'entreprise où ils travaillent (par exemple: placement obligatoire ou interdiction de changer d'emploi sans autorisation d'une autorité publique)?

Pour chacun de ces cas ou cas similaires, prière de donner les dispositions légales ou réglementaires applicables avec des explications détaillées sur leur interprétation et leur application. Pour le cas mentionné sous lettre a), prière de fournir en outre des renseignements sur le nombre de personnes assujetties, la nature, l'importance et les conditions de ce travail (durée de travail, rétribution, conditions de logement, d'entretien et d'hygiène).

Autres méthodes

24. S'il a estimé que les recherches au sujet de la législation concernant le travail forcé constituaient sa première tâche, le Comité s'est cependant rendu compte que la situation réelle risquait de différer des principes énoncés dans la loi. Aussi a-t-il considéré qu'il pourrait être amené, comme cela a été suggéré au cours des débats du Conseil économique et social, à s'assurer le concours de certains experts impartiaux qui pourraient étudier la situation de jure et de facto en matière de travail forcé, telle qu'elle se présente dans certains continents, groupes de pays ou pays, et peut-être même de procéder à des enquêtes sur place.

25. Bien qu'il n'ait pas pris de décision à ce sujet pendant sa première session, le Comité a adopté la résolution suivante, concernant la désignation éventuelle de tels experts entre la fin de sa première session et le début de la deuxième:

Le Comité spécial du travail forcé,

Considérant que l'accomplissement de sa tâche peut nécessiter l'engagement, pour une période donnée, d'experts chargés d'étudier, compte dûment tenu de la manière dont il interprète son mandat, la situation de jure et de facto, en matière de travail forcé, telle qu'elle se présente dans certains continents, groupes de pays ou pays, et de procéder à toutes investigations utiles, y compris, au besoin, des enquêtes sur place,

Considérant en outre qu'il peut être désirable d'engager de tels experts pendant la période s'étendant entre la fin de la première session et le début de la deuxième et que, si cela apparaît indiqué en raison de l'état des travaux et de la nature des informations reçues durant ladite période, le président doit pouvoir prendre, au nom du Comité, toute décision qu'il juge appropriée;

Décide d'autoriser son président, pendant la période s'étendant entre les première et deuxième sessions, à désigner, d'entente avec les deux autres membres du Comité, des experts de ce genre et à définir plus spécifiquement les fonctions de ces derniers, comme aussi, de fixer, en accord avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail, les conditions et la durée de l'engagement desdits experts;

Prie le Secrétaire du Comité de veiller, avec l'aide du conseiller technique, à ce que les décisions prises par le président, en vertu du pouvoir qui lui est délégué, soient exécutées sans délai.

26. Le Comité a décidé de remettre à la deuxième session toute décision relative aux enquêtes à faire sur place par le Comité lui-même ainsi qu'à l'audition et à l'interrogatoire de témoins. Il a toutefois reconnu l'opportunité d'examiner à cette occasion la question d'accorder aux gouvernements mis en cause le droit de se défendre.

27. Le Comité avait à sa disposition les documents transmis par les gouvernements et les organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (E/AC.36/4), et relatifs aux allégations faites lors des débats du Conseil économique et social. Il disposait également de nouveaux documents relevant de son mandat et transmis durant la session par d'autres

organisations jouissant du statut consultatif, par des organisations ne bénéficiant pas de ce statut et par des particuliers.

28. Le Comité a également défini les tâches qui incomberont au Secrétariat pendant la période s'étendant entre sa première et sa deuxième sessions. Outre la mise en oeuvre des décisions prises par le Comité durant sa première session, le Secrétariat a été prié de continuer à rassembler et à vérifier le grand nombre de documents qui ont été cités dans les allégations faites lors des débats du Conseil économique et social. Le Secrétariat a également été prié de compléter cette documentation en procédant à des recherches fondées sur l'interprétation que le Comité a donnée de son mandat et sur les informations en provenance de gouvernements ou d'autres sources.

CHAPITRE V

Sessions ultérieures du Comité

29. Le Comité a décidé de tenir sa deuxième session du 26 mai au 3 juillet 1952, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New-York. Le Comité a pensé que les gouvernements auraient ainsi le temps de répondre au questionnaire et que les organisations non gouvernementales pourraient, conformément à la résolution II adoptée par le Comité, lui soumettre de nouveaux documents. Cela permettrait également d'analyser cette documentation et d'effectuer les travaux de recherche.

30. Le Comité a l'intention d'examiner, lors de sa deuxième session, les réponses des gouvernements au questionnaire, ainsi que d'entendre et d'interroger les représentants des organisations non gouvernementales. Il se prononcera également sur l'opportunité d'entendre des témoins.

31. Au cas où le Comité déciderait d'entendre des témoins, il tiendrait peut-être une troisième session au cours du dernier trimestre de 1952. En vue de faciliter la venue des témoins, le Comité envisage de tenir cette session en deux fois, à Genève d'abord et à New-York ensuite.

32. Pendant sa quatrième session qui aurait lieu au début de l'année 1953, le Comité préparerait et adopterait son rapport définitif au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Si le Comité décidait de ne pas entendre de témoins, il terminerait son rapport définitif lors de sa troisième session, c'est-à-dire vers la fin de l'année 1952.

CHAPITRE VI

Adoption du premier rapport sur l'état des travaux du Comité

33. Lors de sa septième séance, tenue le 27 octobre 1951, le Comité a adopté son premier rapport sur l'état des travaux, à l'intention du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du Bureau international du travail.

ANNEXE

PROJET DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL

Le Conseil économique et social,

Prend acte du Premier rapport sur l'état des travaux du Comité spécial
du travail forcé.